

Visite du Dalai-Lama en Europe: le chef spirituel tibétain appelle à une « critique constructive » de la Chine



Le Dalai-Lama, en compagnie de Martin Schulz, président du Parlement Européen, à Bruxelles le 15 septembre 2016. Photo © Parlement Européen

Le Dalai-Lama a appelé l'Union Européenne (UE) à formuler une « critique constructive » de la Chine au Parlement Européen à Strasbourg le 15 septembre, après un passage médiatisé à Paris et à Bruxelles. Il s'est ensuite rendu en Pologne, en Lettonie, en Suisse, en Slovaquie, en République tchèque et en Italie, où il a donné une série de conférences et participé à plusieurs manifestations publiques.

Malgré les pressions exercées par la mission chinoise auprès de l'UE pour annuler ces réunions, le Dalai-Lama a rencontré le président du

Parlement Européen, Martin Schulz, et les membres de la Commission des Affaires Etrangères. Lors de sa cinquième visite au Parlement

DANS CETTE ÉDITION

1. Visite du Dalai-Lama en Europe: le chef spirituel tibétain appelle à une « critique constructive » de la Chine
2. Le Tibet une fois de plus sous les projecteurs lors de la 33^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU
3. Des expulsions massives succèdent à des démolitions dans des instituts bouddhistes renommés dans le monde entier
4. Le nouveau chef du Parti dans la Région Autonome du Tibet s'engage dans des campagnes radicales de lutte contre le Dalai-Lama
5. Deux Tibétains, dont un écrivain célèbre, à nouveau arrêtés juste après leur libération
6. Le point sur les prisonniers politiques
7. Suggestion de lecture
8. Événements à venir
9. Une caricature de Fifi

> Suite page 2

7^{ème} Conférence internationale des groupes de soutien au Tibet organisée à Bruxelles

Le 8 septembre, le Dalaï-Lama a assisté à la cérémonie d'inauguration de la 7^{ème} Conférence internationale des groupes de soutien au Tibet, qui s'est déroulée à Bruxelles.



Quelques-uns des 250 délégués ayant assisté à la 7^e Conférence internationale des groupes de soutien au Tibet à Bruxelles. Photo : FreeTibet

Organisée à l'Université Saint-Louis par le groupe d'intérêt sur le Tibet du Parlement Européen en collaboration avec la Campagne Internationale pour le Tibet, Lights on Tibet, les Amis du Tibet et la communauté tibétaine en Belgique, cette conférence de trois jours a rassemblé plus de 250 délégués des groupes de soutien au Tibet issus de 50 pays, ainsi que des défenseurs des droits de l'Homme, des intellectuels et des avocats chinois. Ensemble, ils ont étudié la situation actuelle du Tibet occupé, en particulier sur le plan politique, environnemental et des droits de l'Homme, et ils ont élaboré des plans en vue de mener des actions coordonnées.

Parmi les autres intervenants à la séance d'ouverture figuraient le Premier ministre (Sikyong) du gouvernement tibétain en exil, le Dr. Lobsang Sangay, les membres du Parlement Européen Thomas Mann et Cristian Dan Preda, le président du Parlement Flamand Jan Peumans, (que des officiels chinois ont tenté sans succès de dissuader de participer), ainsi que l'ancien président du Comité Economique et Social Européen, Henri Malosse, et le président de la CIT, Richard Gere.

La Déclaration de la 7^{ème} Conférence internationale des groupes de soutien au Tibet est disponible [ici](#). ■

> Suite de la page 1

Européen, il a déclaré que l'UE devrait adresser une « critique constructive » à la Chine. « Il reste encore de l'espoir et je pense qu'il est important que le monde extérieur, en particulier l'UE, fasse, avec une sincère motivation, une sorte de critique constructive, parfois nécessaire, afin d'aider la République populaire de Chine », a-t-il expliqué. Le chef spirituel tibétain a également exprimé son opinion sur différents sujets, dont les immolations par le feu, le dialogue sino-tibétain et l'environnement. Il a fait part de son admiration pour l'esprit de l'Union Européenne, qui sert les intérêts communs des peuples.

Lors de son passage à Strasbourg, le Dalaï-Lama s'est également rendu au Conseil de l'Europe où il a rencontré le Secrétaire général Thorbjørn Jagland, le Président de l'Assemblée parlementaire Pedro Agramunt et le Commissaire aux droits de l'Homme Nils Muižnieks. Le Dalaï-Lama a prononcé un [discours](#) au Palais de l'Europe devant la communauté diplomatique et les représentants des instances du Conseil de l'Europe. Il s'est dit convaincu qu'une éducation morale fondée sur ce qu'il a appelé les « valeurs universelles » est essentielle pour répandre la compassion dans le monde.

Le Dalaï-Lama a ensuite poursuivi sa tournée en Europe en octobre. Il a donné plusieurs conférences et a participé à différentes manifestations publiques dans une série de pays tels que la Lettonie, la Slovaquie et la République tchèque, où il a prononcé un discours public intitulé « Éthique laïque » le 19 octobre en marge de la [20^e édition du Forum 2000](#), grande conférence consacrée aux défis de notre époque et initiée en 1997 par l'ancien président Václav Havel et l'écrivain Elie Wiesel. ■

Le Tibet une fois de plus sous les projecteurs lors de la 33^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU

La 33^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève a une nouvelle fois dirigé les projecteurs sur le Tibet et la Chine. Le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a en effet vigoureusement exprimé ses préoccupations concernant les violations des droits de l'Homme commises en République populaire de Chine et a exhorté le gouvernement chinois à coopérer avec les institutions de l'ONU.



Tibétains et Ouïghours marchant main dans la main à Genève le 16 septembre pour réclamer la liberté de religion en Chine. Photo : CIT

Lors du débat général, la Slovaquie au nom de l'Union Européenne et l'Allemagne ont mis en évidence la situation au Tibet, tandis que d'autres pays tels que les États-Unis, la République tchèque, la France, le Canada, l'Irlande et le Royaume-Uni ont fait part de leurs inquiétudes concernant la situation des droits de l'Homme en Chine en général. La CIT, au nom de la Fondation Helsinki pour les droits de l'Homme, a prononcé un discours sur l'état de la liberté de religion au Tibet, exhortant le gouvernement chinois à respecter les droits des religieux, en particulier dans le grand centre bouddhiste de Larung Gar, et a appelé le gouvernement de la République populaire de Chine à garantir un accès sans entrave

au Tibet et aux institutions bouddhistes, telles que Larung Gar.

La situation des droits de l'Homme au Tibet a en outre été évoquée lors d'une manifestation parallèle à la session du Conseil des Droits de l'Homme, organisée par la Société pour les peuples menacés et animée par Kai Müller de la CIT. Nyima Lhamo, la nièce du moine Tenzin Delek Rinpoche (décédé en juillet 2015), a pris la parole lors de cet événement et a relaté les événements qui ont suivi le décès de son oncle. Elle a fait part des raisons pour lesquelles sa famille et elle pensent que le moine vénéré n'est pas mort de causes naturelles en prison. « Au Tibet, de nombreux prisonniers politiques subissent

le même sort que mon oncle Tenzin Delek Rinpoche. J'espère donc sincèrement que leurs voix seront entendues et que justice leur sera faite. Je pense qu'il est important que le monde connaisse les injustices subies par les Tibétains au Tibet », a-t-elle ajouté.

Plus tôt en septembre, lors d'un « rassemblement de solidarité pour le Tibet » coorganisé par la CIT devant le Palais des Nations, quelque 2000 Tibétains, Ouïghours et partisans ont appelé conjointement à la liberté de religion en Chine. D'éminents intervenants, dont des militants de la société civile, des parlementaires, d'anciens prisonniers politiques et des hommes politiques, ont encouragé la communauté internationale à soulever les violations des droits de l'homme auprès du gouvernement chinois. ■



Tibétains et Ouïghours rassemblés devant le Palais des Nations à Genève le 16 septembre pour appeler les Nations Unies à demander la liberté de religion en Chine. Photo : CIT

Des expulsions massives succèdent à des démolitions dans des instituts bouddhistes renommés dans le monde entier

Les religieux de deux grands instituts bouddhistes dans l'est du Tibet, Larung Gar et Yachen Gar, font l'objet d'expulsions massives.

Un grand nombre de religieux tibétains ont été contraints de quitter Larung Gar, situé dans le comté de Sêrtar (Seda, en chinois), dans la préfecture autonome tibétaine de Garzê (Ganzi, en chinois) de la province du Sichuan (la région tibétaine du Kham), suivant la démolition de leurs maisons, qui a débuté en juillet dans cet éminent centre bouddhiste tibétain. Leur nombre exact n'est pas encore connu en raison des restrictions très strictes en matière de sécurité dans la région: les communications sont bloquées pour empêcher que toute information ne parvienne au monde extérieur. « Nous pensons que les autorités prévoient d'empêcher toute personne de s'installer au centre de façon permanente à l'avenir, à moins d'être issue du voisinage immédiat », a déclaré une source tibétaine. [Des vidéos](#) circulant sur les médias sociaux montrent des scènes

émouvantes de nonnes en pleurs alors qu'elles quittent Larung Gar en autocar, tandis que d'autres, en retrait, sanglotent et certaines, angoissées, se couvrent le visage de leur robe.

Plusieurs centaines d'habitations ont été détruites à Larung Gar la première semaine des démolitions en juillet, et depuis lors, des centaines d'autres. Les ouvriers du gouvernement ont démolis environ 2000 habitations ces dernières semaines. Des sources tibétaines ont indiqué que les autorités locales ont promis de dédommager les personnes ayant perdu leur maison, mais aucune de ces promesses ne s'est encore concrétisée. Selon certains renseignements transmis à la CIT, la démolition, qui aurait conduit au suicide de trois nonnes depuis juillet, est désormais interrompue, mais elle devrait reprendre l'année prochaine, voire plus tôt.

En septembre, Human Rights Watch a également [rapporté](#) que depuis avril 2016, environ 1000 nonnes de la Région Autonome du Tibet étudiant à Yachen Gar, un autre campement monastique important à environ 300 kilomètres au sud-ouest de Larung Gar, ont été contraintes de quitter l'institut et de rentrer chez elles. Bien que plus de 800 habitations aient été détruites à cet endroit en 2001, et que des nonnes aient même été forcées de procéder à leur destruction elles-mêmes, Yachen Garn, qui compte environ 10 000 habitants, pour la plupart des nonnes, n'a pas fait l'objet de démolitions importantes ces derniers mois. Il est peu probable que ces nonnes soient autorisées à intégrer des monastères dans leur région d'origine dans la Région Autonome du Tibet en raison des restrictions qui y sont imposées. ■

Le nouveau chef du Parti dans la Région Autonome du Tibet s'engage dans des campagnes radicales de lutte contre le Dalai-Lama



Wu Yingjie, nouveau secrétaire du Parti communiste de la Région Autonome du Tibet.

Un nouveau chef du Parti communiste prend la relève dans la Région Autonome du Tibet (RAT) et souligne l'importance de mener une « lutte » politique contre le Dalai-Lama dans son premier discours.

Dans sa première déclaration en tant que secrétaire du Parti, Wu Yingjie, ancien officiel de la propagande, a souligné l'importance capitale d'intensifier la « lutte » contre le Dalai-Lama, en utilisant un langage politique rétrograde indiquant que les autorités doivent « développer une propagande positive, dénoncer en détail et critiquer le Dalai-Lama ». La nomination de Wu

Yingjie et la teneur de son discours indiquent clairement la poursuite de politiques sévères dans la région.

En tant que commandant du « Corps du maintien de la stabilité » (qui se fonde sur l'approche de Xi Jinping sur une « stabilité à long terme », terme politique pour l'éradication des dissidents et le respect des politiques du Parti), Wu

> Suite page 5

> Suite de la page 4

Yingjie est en particulier associé à la violente et dure répression qui a eu lieu dans la préfecture de Nagchu (Naqu, en chinois) dans la RAT, notamment après le refus des villageois de Driru (Biru, en chinois) d'arborer des drapeaux nationaux chinois en octobre 2014. Dans le cadre de cette répression générale, les forces de police ont ouvert le feu sur des foules désarmées, des Tibétains ont perdu la vie sous la torture, y compris un moine supérieur battu à mort, et des

centaines de Tibétains ont été arrêtés et emprisonnés.

Fait inhabituel pour un secrétaire du Parti de la RAT, Wu Yingjie a passé presque toute sa carrière au Tibet, une carrière qui a commencé dans les dernières années de la Révolution culturelle dans une ferme de Nyingtri (Linzhi, en chinois). Il est même allé jusqu'à se décrire comme un « Tibétain local » en déclarant qu'il

avait été « élevé par le Parti, le peuple, le plateau tibétain et tous les groupes ethniques du Tibet » et qu'il aime « ce pays et le peuple laborieux qui y vit ». Sa nomination, qui s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation incluant le transfert du chef de Parti sortant de la RAT, Chen Quanguo, vers le Xinjiang, s'est déroulée à l'issue du rassemblement annuel très secret des chefs de Parti à la station balnéaire de Beidaihe à Hebei cet été. ■

Deux Tibétains à nouveau arrêtés juste après leur libération

Deux Tibétains qui venaient d'être libérés après plusieurs années de prison ont à nouveau été mis en détention, selon certaines sources. L'écrivain Gangkye Drubpa Kyab, qui a écrit un livre sur les manifestations au Tibet en 2008, et Samdrub, âgé de 35 ans, viennent tous deux de Sêtar (Seda, en chinois), dans la préfecture autonome de Garzê (Ganzi, en chinois) de la province du Sichuan (Kham, est du Tibet).



(À gauche) Samdrub, arrêté moins d'un mois après sa libération. (À droite) L'écrivain tibétain Gangkye Drubpa Kyab, qui a écrit un livre sur les manifestations au Tibet en 2008, arrêté un jour seulement après sa libération.

Le grand écrivain tibétain Gangkye Drubpa Kyab, enseignant de profession, a été libéré de prison et autorisé à rentrer chez lui le 16 septembre 2016, un an avant la fin de sa peine de prison de cinq ans et demi. Le jour suivant, il

a une nouvelle fois été arrêté et est à nouveau en détention, d'après l'ancien prisonnier politique et moine Golog Jigme et d'autres sources tibétaines. Radio Free Asia a signalé qu'après une grande réception tibétaine suivant sa

libération, les forces de police ont remis Gangkye Drubpa Kyab en détention et l'ont « averti que s'il ne changeait pas sa manière de penser et s'il n'adoptait pas la ligne politique officielle, il pourrait à nouveau finir en prison ». Gangkye Drubpa Kyab a été arrêté la première fois le 15 février 2012 pour avoir « initié des campagnes en faveur du Tibet » selon des sources citées par Radio Free Asia.

L'on en sait encore moins sur les charges retenues contre Samdrub qui a été de nouveau arrêté le 18 septembre, moins d'un mois après sa libération de prison autour du 20 août, selon l'ONG tibétaine Gu Chu Sum, basée à Dharamsala en Inde. Il est en prison depuis le 13 juin 2012, car il est soupçonné d'avoir participé à des activités politiques.

Selon Golog Jigme, il se peut que les deux Tibétains soient une nouvelle fois accusés d'avoir participé à des activités politiques. L'on ignore s'ils peuvent être poursuivis de nouveau. ■

Le point sur les prisonniers politiques

Tashi Wangchuk



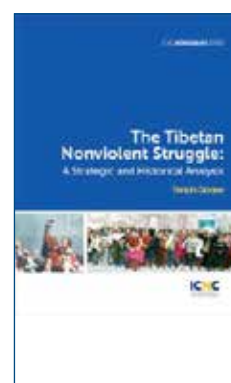
Tashi Wangchuk

Tashi Wangchuk, âgé de 31 ans, a été arrêté par la police dans sa région natale de Jyegudo (Yushu, en chinois) dans le Qinghai le 27 janvier 2016, après la diffusion en novembre 2015 d'une [vidéo du New York Times](#) qui documentait son voyage à Pékin où il tentait de déposer plainte contre les fonctionnaires de Yushu qui déprécient la langue tibétaine. Il est accusé de « séparatisme », bien qu'il n'ait pas milité pour l'indépendance du Tibet. Il a déclaré que le Tibet devrait bénéficier d'une plus grande autonomie régionale, en particulier dans le domaine de la langue, sous la gouvernance de la Chine. Son avocat, Liang Xiaojun, a déclaré : « Tout ce qu'il souhaite, c'est préserver la culture tibétaine. »

La langue tibétaine, fondement de la culture, de la religion et de l'identité tibétaine, a été constamment menacée sous la domination chinoise ces six dernières décennies. Les autorités chinoises se concentrent sur la prédominance de la langue chinoise au détriment du tibétain, et marginalisent la langue tibétaine en la retirant du programme scolaire. Les politiques chinoises qui affaiblissent la langue tibétaine vont à l'encontre des dispositions des propres lois de la Chine, plus précisément la loi sur l'autonomie ethnique régionale. Les protections juridiques chinoises prévues pour la langue et la culture ne sont pas mises en œuvre au Tibet. ■

Suggestion de lecture

The Tibetan Nonviolent Struggle: A Strategic and Historical Analysis (« La lutte pacifique tibétaine: une analyse stratégique et historique »), de Tenzin Dorjee



Editeur:
International
Center on
Nonviolent Conflict
Monograph Series
**Date de
publication:**
Septembre 2015

Contrairement à une croyance alimentée par la propagande chinoise au cours du soulèvement tibétain de 2008, selon laquelle la lutte tibétaine se dirige tout droit vers l'extrémisme, cette étude montre que depuis les années 1950, le mouvement a progressé sur la voie d'une résistance pacifique. Elle retrace cette évolution, analyse les thèmes centraux, les objectifs, les défis, les stratégies, les tactiques et les impacts des trois grands soulèvements tibétains au cours des six dernières décennies. Les Tibétains mènent actuellement un mouvement calme et pacifique qui se laisse le temps d'éclorre, axé sur le renforcement du tissu culturel et national tibétain grâce à ce que l'auteur qualifie de résistance transformatrice. Cette résistance s'organise dans un environnement politique extrêmement répressif, ce qui montre qu'il est possible de mobiliser le pouvoir du peuple même contre l'un des régimes les plus impitoyables du monde.

Télécharger le [manuscrit publié en anglais](#).

Une caricature de Fifi



Traduction : « Tibet : urbanisation accélérée »
Une caricature de l'artiste belge Fifi (Philippe Sadzot).

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- ▶ **4 & 5 NOVEMBRE 2016:**
5^{ème} Sommet 16+1 À Riga en Lettonie
- ▶ **15 NOVEMBRE 2016 (TBC):**
35^{ème} session du dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme
- ▶ **1 & 2 DÉCEMBRE 2016:**
18^{ème} forum UE-ONG sur les droits de l'homme: "Unis contre toute forme de torture" à Bruxelles
- ▶ **10 DÉCEMBRE 2016**
Journée Internationale des Droits de l'Homme